



Finances publiques : la grogne gagne

HAUTE-MARNE Un mouvement de grève sera suivi le 16 septembre après l'annonce de la suppression de 5775 emplois aux Finances publiques. Une manifestation est prévue à Chaumont contre les fermetures des trésoreries.

Le ministère de l'Action et des Comptes publics devrait connaître une « baisse totale » de ses effectifs « d'environ 5 800 emplois sur les trois années entre 2020 et 2022 », a annoncé le 3 septembre le ministre Gérard Darmanin aux organisations syndicales. Une information qui ne fait que confirmer ce que tout le monde présentait aussi en Haute-Marne.

Pour rappel, la réforme des Finances publiques prévoit la fermeture de 12 trésoreries et la mise en place de 19 accueils de proximité dans le département. Depuis plusieurs mois, le syndicat FO de la DGFIP ferraille pour préserver le tissu de la comptabilité publique dans le département. « La période estivale n'a pas calmé notre colère contre le projet de nouveau réseau de proximité », avance Rachel Sugneau, la secrétaire départementale du syndicat. Car concrètement, outre les fermetures, cela pourrait se traduire par la suppression

d'une vingtaine de postes en Haute-Marne. De nombreux élus locaux ont, quant à eux, manifesté publiquement leur hostilité au plan de démantèlement qui leur a été présenté. Ainsi, 50 délégués ont été prises par des municipalités en Haute-Marne contre le projet.

INTERNET NE REMPLACE PAS TOUT

La syndicaliste a rencontré les présidents de communautés de communes, les deux sénateurs et le président du conseil départemental. L'assemblée départementale a déjà voté une motion. Elle doit rencontrer aussi la présidente des maires haut-marnais, Anne-Marie Nédélec, le 26 septembre.

« Il est temps désormais de passer à la vitesse supérieure et de laisser éclater cette colère dans l'action dès le 16 septembre à l'appel de l'intersyndicale DGFIP », annoncent les

syndicats FO et Solidaires. La décision de cette nouvelle saignée des services publics est la conséquence du prélèvement à la source et plus généralement de la dématérialisation. « Cela ira beaucoup plus loin », assure Rachel Sugneau. Par exemple, certaines missions vont être confiées au privé. Les buralistes pourraient hériter ainsi de la gestion du numéraire. « Il n'y aura plus d'argent liquide dans les trésoreries à partir du 1^{er} janvier », annonce Rachel Sugneau qui ne croit guère aux effets salvateurs du tout informatique. « Internet ne remplacera jamais le contact direct », souligne-t-elle.

GRÈVE ET MANIFESTATION

Une frange de la population, et pas seulement des personnes âgées, n'est toujours pas à l'aise avec les outils numériques. Dernière aussi se dessine le transfert des agents de l'État vers les collectivités pour

en assurer la comptabilité publique. Ce qui inquiète beaucoup d'élus et les agents de la DGFIP.

Les effectifs de cette administration ont fondu comme neige au soleil. Ils sont aujourd'hui 270 agents contre plus du double il y a une dizaine d'années... Aussi devant ce plan d'envergure de suppressions de postes, un mouvement social est prévu lundi prochain.

« Ce n'est que par une mobilisation d'ampleur nationale, déterminée et inscrite dans la durée que nous pourrions contraindre la DGFIP, le ministre et le gouvernement à abandonner leurs projets dévastateurs », reprend à l'union les syndicats. La mobilisation prend donc la forme d'un appel une grève reconductible mais aussi d'une manifestation le 16 septembre à 10h30 devant la préfecture de Chaumont.

Bertrand Puysségur